

Droit de l'homme: Le Soudan interpellé
Par Afriquejet
12 juillet 2012

Les autorités soudanaises doivent immédiatement arrêter de torturer et de maltraiter les personnes emprisonnées suite aux manifestations qui ont démarré à la mi-juin, ont déclaré mercredi Amnesty International et Human Rights Watch.

'La torture et les mauvais traitements sont absolument prohibés par le droit international', selon un communiqué des deux organisations qui a cité Aster van Kregten, directrice adjointe pour l'Afrique d'Amnesty International.

'Nous appelons les autorités soudanaises à s'assurer que toute allégation crédible sur ce genre d'abus fasse l'objet d'enquêtes promptes et impartiales et que les victimes obtiennent réparation', ajoutent les deux organisations.

Amnesty International et Human Rights Watch ont également réclamé la libération immédiate et sans condition de toute personne arrêtée pour avoir participé à des manifestations pacifiques.

Depuis le début des manifestations le 16 juin, les forces de sécurité soudanaises ont systématiquement fait un usage excessif de la force pour disperser les manifestations et ont arrêté de nombreux manifestants pacifiques, dont des étudiants, des jeunes activistes et des journalistes.

Les forces de sécurité ont également arrêté et placé en détention des militants, des journalistes, des avocats, des médecins et des membres des associations de jeunes et des partis d'opposition n'ayant pas de liens directs avec ces manifestations.